

F. 2002 — 2591

[C - 2002/31367]

6 JUIN 2002. — Arrêté n° 2001/249 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du 16 mars 1995 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le Décret de la Commission communautaire française du 16 juillet 1994 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial;

Vu l'arrêté 95/129 du Collège de la Commission communautaire française du 16 mars 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial modifié par l'arrêté du 14 décembre 2000;

Vu l'avis de la section « ambulatoire » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la santé, donné le 13 novembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 3 octobre 2001;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 27 novembre 2001;

Vu la délibération du Collège sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 32.796/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 avril 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Le Collège, après délibération, sur la proposition du Membre du Collège compétent pour l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci

Art. 2. L'article 2, 3° tiret, de l'arrêté du 16 mars 1995 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial, est remplacé par la disposition suivante : « Conseil consultatif la section : « Services ambulatoires » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé créée par le décret du 5 juin 1997. »

Art. 3. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Pour assurer les fonctions et les missions prévues à l'article 5, § 1^{er}, du décret, le cadre du personnel qui constitue l'équipe pluridisciplinaire de base doit comprendre au minimum :

1° un médecin généraliste ou un médecin spécialisé en gynécologie, urologie ou en médecine interne dont le volume hebdomadaire de travail doit être au moins 0,16 équivalent temps plein, réparti sur 2 ou 7 jours et presté dans le respect des conventions médico-mutualistes;

2° un(e) licencié(e) en psychologie ou un médecin psychiatre à raison d'au moins 0,16 équivalent temps plein;

3° un(e) assistant(e) social(e) ou infirmier(ère) gradué(e) social(e) à raison d'au moins 0,16 équivalent temps plein;

4° un(e) licencié(e) ou un docteur en droit à raison d'au moins 0,16 équivalent temps plein;

5° un travailleur(euses) administratif(ive) titulaire d'une qualification équivalente au minimum à celle de l'enseignement secondaire inférieur engagé(e) dans les liens d'un contrat d'emploi à mi-temps au moins;

Il peut en outre, comporter :

1° une sexologue titulaire de la licence en sciences familiales et sexologiques à raison d'au moins 0,16 équivalent temps plein;

2° un(e) conseiller(ère) conjugal(e) titulaire d'un diplôme en conseil conjugal et familial. Toutefois, à titre dérogatoire, le Ministre peut autoriser les titulaires d'un diplôme de conseiller conjugal délivré par un centre de formation bruxellois avant 30 juin 2006, à remplir la fonction de conseiller conjugal. »

Art. 4. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 5. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Le centre doit organiser des activités de prévention. Chaque type d'activité doit faire l'objet d'une évaluation. Cette évaluation doit rester disponible au centre. Une synthèse de l'ensemble des activités de prévention figure dans le rapport d'activité annuel du centre.

Les activités de prévention organisées par les membres de l'équipe ne peuvent entraîner de modifications dans l'horaire de permanence et de consultations fixé pour l'année. »

Art. 6. L'alinéa 3 de l'article 11 du même arrêté est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 13 du même arrêté les mots « approuvé par l'Assemblée générale et signé par un administrateur » sont insérés entre les mots « rapport d'activité annuel » et « qui reprend de façon globalisée. »

Art. 8. A l'article 14 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 3° est complété comme suit « et le nom de la personne désignée par le conseil d'administration pour représenter le centre »;

2° le point 6° est complété comme suit : « et la preuve de paiement de la prime pour l'année en cours »;

3° les points 7°, 9°, 10° et 11° sont supprimés.

Art. 9. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. L'administration instruit la demande. Lorsqu'elle est recevable, l'administration procède à une inspection afin de déterminer si le centre respecte les conditions d'agrément visées aux articles 4 à 12 du décret. L'administration transmet la demande dans un délai de trois mois au Conseil consultatif, accompagnée de son avis relatif au respect des conditions et de la procédure d'agrément et des conclusions de l'inspection.

L'administration propose un cadre du personnel, un nombre d'heures hebdomadaires de permanence et de consultation pour chaque centre. »

Art. 10. A l'article 17, alinéa 2, du même arrêté après les mots « la décision est notifiée au demandeur », les mots « par pli recommandé à la poste » sont supprimés.

Art. 11. A l'article 26, 2°, du même arrêté le montant « 800 frs » est remplacé par « 20,45 euros » et les mots « non médicale » sont insérés entre les mots « heures de consultation » et « , de réunion. »

Art. 12. A l'article 27, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « la subvention relative aux frais de fonctionnement est fixée à 4.958 euros par travailleur équivalent temps plein subventionné. Un montant minimum de 20.901 euros est toutefois garanti à chaque centre. Ces montants sont adaptés annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de compétitivité du pays, si après dénommé indice santé, suivant la formule :

Montant de base X indice santé de décembre de l'année précédente

Indice santé de décembre 2001

2° Au 2^e alinéa, 2°, le montant « 800 frs/heure » est remplacé par « 20.50 euros/heure »

3° Au 2^e alinéa, 3°, les mots « pour un montant total inférieur à 50.000 frs » sont supprimés.

4° Au 2^e alinéa, 4°, les mots « selon les modalités définies par le Collège » sont supprimés.

Art. 13. L'article 28 du même arrêté est abrogé.

Art. 14. A l'article 29 du même arrêté les mots « Cette subvention est à charge de l'article 52.01 du programme 5 de la division 22 » sont supprimés

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 16. Le Membre du Collège compétent pour l'Action sociale et la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 juin 2002.

Par le Collège :

A. HUTCHINSON,

membre du Collège, chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Budget.

E. THOMAS,

président du Collège.

—
VERTALING

N. 2002 — 2591

[C - 2002/31367]

6 JUNI 2002. — Besluit nr. 2001/249 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van 16 maart 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor gezinsplanning

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van 16 juli 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor gezinsplanning;

Gelet op het besluit 95/129 van 16 maart 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor gezinsplanning, zoals gewijzigd door het besluit van 14 december 2000;

Gelet op het advies van de afdeling « Ambulante Dienstverlening » van de Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op 13 november 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 oktober 2001;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College, bevoegd voor Begroting, gegeven op 27 november 2001;

Gelet op de beraadslaging van het College met betrekking tot de vraag om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies nr. 32.796/4 van de Raad van State, gegeven op 22 april 2002, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de raad van State;

Op voorstel van het Lid van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. De tekst na het derde streepje in artikel 2 van het besluit van 16 maart 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor gezinsplanning, wordt vervangen door de volgende bepaling : « — de Adviesraad : de afdeling « Ambulante Dienstverlening » van de Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid opgericht door het dekreet van 5 juni 1997. »

Art. 3. Het artikel 5 van voornoemd besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. Voor de uitvoering van de taken en opdrachten vastgesteld in artikel 5, § 1, van het decreet moet de personeelsformatie van het multidisciplinair basisteam minstens bestaan uit :

1° een algemeen geneesheer of een geneesheer-specialist in gynaecologie, urologie of interne geneeskunde, met een werkweekvolume van minstens 0,16 equivalent voltijds, verdeeld over 2 of 7 dagen en uitgevoerd met naleving van de medico-mutualistische overeenkomsten;

2° een licentiaat psychologie of een geneesheer-psychiater, met een werkweekvolume van minstens 0,16 equivalent voltijds;

3° een sociaal-assistent of een gegradueerde sociale verpleegster, met een werkweekvolume van minstens 0,16 equivalent voltijds;

4° een licentiaat of doctor in de rechten, met een werkweekvolume van minstens 0,16 equivalent voltijds;

5° een administratieve medewerker, met een kwalificatie die minstens equivalent is aan voltooid lager secundair onderwijs en te werk gesteld met een arbeidsovereenkomst voor minstens een halftijdse tewerkstelling.

De personeelsformatie kan bovendien verder ook omvatten :

1° een seksuoloog, houder van een licentie in gezins- en seksuologische wetenschappen, met een werkweekvolume van minstens 0,16 equivalent voltijds;

2° een gezinsconsulent, houder van een graduaat gezinswetenschappen. De Minister kan echter afwijkingen toestaan om aan de houders van een diploma van gezinsconsulent dat voor 30 juni 2006 werd afgeleverd door een Brussels vormingscentrum toelating te verlenen de functie van gezinsconsulent uit te oefenen »

Art. 4. Het artikel 7 van voornoemd besluit wordt opgeheven.

Art. 5. Het artikel 9 van voornoemd besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 9. Het centrum moet preventieactiviteiten organiseren. Elk activiteitstype moet aan evaluatie worden onderworpen. Het resultaat van elke evaluatie moet in het centrum beschikbaar blijven. In het jaarlijkse activiteitenverslag van het centrum moet een samenvatting van al de preventieactiviteiten worden opgenomen.

De door teamleden ingerichte preventieactiviteiten mogen geen wijzigingen veroorzaken aan voor het hele jaar vastgelegde uurrooster van de permanenties en raadplegingen. »

Art. 6. Het derde lid van het artikel 11 van voornoemd besluit wordt opgeheven.

Art. 7. In het artikel 13 van voornoemd besluit worden de woorden « door de algemene vergadering goedgekeurd en door een beheerder ondertekend » ingevoegd tussen de woorden « ..., maakt het centrum een » en « jaarverslag van zijn... ».

Art. 8. In het artikel 14 van voornoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan punt 3° wordt toegevoegd : « en de naam van de persoon die door de raad van bestuur werd aangeduid om het centrum te vertegenwoordigen »;

2° aan punt 6° wordt toegevoegd : « en het betalingsbewijs van de premie voor het lopende jaar »;

3° de punten 7°, 9°, 10° en 11° worden opgeheven.

Art. 9. Het artikel 15 van voornoemd besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 15. De administratie onderzoekt de aanvraag. Als de aanvraag ontvankelijk is, voert de administratie een inspectie uit om na te gaan of het centrum de in de artikelen 4 tot 12 van het decreet opgesomde erkenningsvoorwaarden naleeft. De administratie maakt de aanvraag, samen met haar bemerkingen over de naleving van de procedure en de voorwaarden van de erkenning en met de besluiten van de inspectie, binnen een termijn van drie maanden over aan de Adviesraad.

Voor elk centrum stelt de administratie de personeelsformatie en het aantal uren permanentie en raadplegingen per week voor. »

Art. 10. In het tweede lid van artikel 17 van voornoemd besluit worden, na de woorden « De beslissing wordt », de woorden « bij een ter post aangetekend schrijven » geschrapt.

Art. 11. In het artikel 26, 2° van voornoemd besluit, wordt het bedrag van « 800 BEF » vervangen door het bedrag « 20,45 euro » en wordt de woorden « niet-medische » ingevoegd tussen de woorden « ... per uur voor de » en het woord « raadplegingen,... ».

Art. 12. In het artikel 27 van voornoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De subsidie voor de werkingsuitgave bedraagt 4.958 euro per gesubsidieerde equivalent voltijdse werknemer. Een minimum bedrag van 20.901 euro wordt echter aan elk centrum gewaarborgd. Deze bedragen worden op 1 januari van elk jaar aangepast aan de evolutie van de index van de consumptieprijzen zoals bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van de concurrentiekracht van het land, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgen de volgende formule :

$$\frac{\text{basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex voor december van het vorig jaar}}{\text{gezondheidsindex voor december 2001}}$$

2° in lid 2, 2° wordt « 800 BEF per uur » vervangen door « 20,50 euro per uur »

3° in lid 2, 3° worden de woorden « voor een totaal bedrag onder de 50.000 BEF » geschrapt

4° in lid 2, 4° worden de woorden « onder voorwaarden bepaald door het College » geschrapt.

Art. 13. Het artikel 28 van voornoemd besluit wordt opgeheven.

Art. 14. In het artikel 29 van voornoemd besluit worden de woorden « Deze subsidie is aanwijsbaar op begrotingsartikel 52.01 van programma 5 van afdeling 22 » geschrapt.

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2002.

Art. 16. Het Lid van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen wordt met de uitvoering van dit besluit belast.

Brussel, 6 juni 2002.

Vanwege het College :

A. HUTCHINSON,

lid van het College, bevoegd voor Bijstand aan Personen, Gezin en Begroting.

E. THOMAS,

voorzitter van het College.